

L'INFO DU JOUR

# Bataille de gros sous sur le Grand Paris

**Q**ui va payer pour construire et exploiter le futur supermétro de l'Île-de-France, dont deux versions, celle de l'Etat et celle de la région, sont actuellement en débat ? A l'issue de la grande réunion publique organisée hier dans un hôtel chic du XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, difficile de répondre. Devant une salle comble de plus de 500 personnes, encore une fois, la région et l'Etat se sont disputés sur des questions de gros sous. Pourtant, un accord sur un projet commun semble imminent : les deux parties travaillent sur une fusion de leurs deux projets (voir schéma) qui pourrait être validée bientôt quand quelques points seront éclaircis, notamment sur la desserte du plateau de Saclay.

**Les contribuables et les entreprises seront appelés à financer ces projets**

Mais l'affrontement persiste sur le financement : la région continue d'accuser le gouvernement d'avoir détourné une partie des recettes fiscales récemment créées au profit de la Société du Grand Paris, chargée par l'Etat de construire le supermétro. Or, selon la région, ce manque de ressources pourrait remettre en cause le plan de modernisation des transports actuels, dont le coût est estimé à plus de 19 Mds€. Pour l'instant, l'Etat se borne à rappeler son effort de 3 Mds€ pour ce plan sur les quinze ans à venir. Les enjeux sont considérables : le métro automatique conçu par la région est évalué à plus de 7 Mds€. Celui de la Société du Grand Paris à 22,7 Mds€. Pour l'instant, l'hypothèse d'une fusion des deux projets aboutirait à un coût de 30 Mds€ comprenant le plan de modernisation des transports actuels. Sans parler du coût de fonctionnement annuel du nouveau métro, qui pourrait dépasser le milliard d'euros annuel ! Dans tous les cas, ce sont surtout les contribuables et les entreprises qui se-

ront appelés à financer ces projets : par le biais de nouvelles taxes sur les bureaux, l'augmentation des impôts locaux et même le prix des transports. Mais curieusement, ce n'est pas cet aspect qui a le plus préoccupé les participants hier, principalement des élus locaux, des spécialistes ou des associatifs. Certains se sont interrogés sur le coût de construction du futur métro au kilomètre (110 M€ selon la région, entre 96 M€ et 158 M€ pour le Grand Paris), d'autres ont demandé le coût d'une gare (autour de 10 M€)... Une chose est sûre : les nouvelles taxes créées vont commencer à être perçues auprès des Franciliens dès l'année prochaine. Il faudra bien savoir à quoi servira cette manne.

SEBASTIEN RAMNOUX

